ARTICLE DE RÉVISION

BUENO, Beatriz Cardoso ^[1], FAVALESSA, Roberta Donini ^[2]

BUENO, Beatriz Cardoso. FAVALESSA, Roberta Donini. Relations socio-économiques et impacts sur l'environnement. Revista Científica Multidisciplinar Núcleo do Conhecimento. An 06, Ed. 04, Vol. 02, pp. 132-152. Avril. ISSN: 2448-0959, Lien d'accès: <https://www.nucleodoconhecimento.com.br/droit/impacts-sur-lenvironnement>, DOI: 10.32749/nucleodoconhecimento.com.br/droit/impacts-sur-lenvironnement

Contents

- RÉSUMÉ
- 1. INTRODUCTION
- 2. CONCEPT DE SOCIÉTÉ ET D'ENVIRONNEMENT
- 3. ADAPTATION SOCIALE ET PROBLÈMES ENVIRONNEMENTAUX URBAINS
- 4. INDUSTRIALISATION ET IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX
- 5. ORGANISATION SOCIALE AUTOCHTONE, PARC XINGU
- 5.1 RELATIONS SOCIO-ENVIRONNEMENTALES ET CHANGEMENTS DANS LA BASE WAWI POLO
- 6. CRIMES ENVIRONNEMENTAUX ET CONSÉQUENCES SOCIALES
- 7. CONCLUSION
- RÉFÉRENCES

RÉSUMÉ

La société se développe chaque jour et, avec les changements positifs dans l'évolution, on observe qu'il existe des problèmes interconnectés, étant non seulement urbains, mais aussi socioéconomiques et environnementaux. La qualité de vie de l'individu est liée à l'aptitude de son environnement, et les sociétés s'adaptent à ces moyens, de sorte qu'il existe des sociétés formées en milieu rural, urbain et même vivant dans des endroits éloignés et isolés d'autres civilisations, comme les villages indigènes du parc Xingu. L'objectif de ce travail est d'exposer certaines relations socio-environnementales, montrant que les sociétés qui se développent dans les grands centres ont un plus grand nombre de dispositifs technologiques,

ayant des possibilités qui ne se trouvent souvent pas dans d'autres types de sociétés, mais dans les deux endroits des problèmes socio-environnementaux et économiques se produisent. En raison des changements qui viennent des actions de l'homme, il est clair que toute forme d'expérience modifie la portée naturelle, si elle est effectuée inconsciemment, inopportune ly et illégalement, les problèmes seront toujours interconnectés à la société, provoquant des changements négatifs dans la qualité de vie, apportant avec elle des difficultés au minimum nécessaire pour la dignité humaine, car il y aura une pénurie d'assainissement de base, qui provoque plusieurs maladies , ce qui entraîne un manque d'opportunités et un chômage de masse. Le travail a été développé par la lecture et la recherche sur le terrain, y compris une interview accordée par le chef de la coordination technique locale du pôle Wawi à Funai, avec le siège dans la municipalité de Canarana, État du Mato Grosso.

Mots-clés: société, environnement, village indigène, problèmes, modifications.

1. INTRODUCTION

La société se modernise et les premiers signes se sont produits à travers la révolution industrielle, commencée en Angleterre à la fin du XVIIIe siècle et au début du XIXe siècle, qui s'étend au monde entier. Les changements constants ont non seulement apporté des avantages technologiques, mais ont généré en conséquence de graves problèmes environnementaux qui s'intensifient actuellement.

Les transformations ont été essentielles pour le progrès social et économique du Brésil, affectant ainsi directement l'environnement, puisque les ressources sont prélevées à partir de là en faveur de l'économie, s'écartant des principales idées de préservation et de conservation des dispositifs naturels.

En raison des changements majeurs, l'urbanisation se développe progressivement, se produisant le phénomène connu sous le nom d'exode rural, et, en raison de cela, les occupations désordonnées coulent, qui n'ont pas un assainissement de base approprié, affectant les affluents qui entourent les centres sociaux, générant une plus grande pollution de l'air, l'inversion thermique, les îlots de chaleur, la pollution des affluents, entre autres

problèmes, ceux-ci, non seulement environnementaux, mais aussi sociaux.

Une telle alternance touche également les communautés les plus isolées, même si elles cultivent et maintiennent leurs traditions, étant des communautés autochtones, vivant dans l'environnement naturel, ayant leur mode de vie loin de la sphère sociale généralisée.

Les transitions au milieu de la communauté autochtone ont apporté à l'amélioration des communautés, leur apportant un taux plus élevé de santé, des points de santé, de l'eau traitée et la commodité de certaines maisons de maçonnerie au milieu des villages, cependant, les ressources présentées ne sont pas toujours utilisées correctement, la même chose se produit dans les villes et les médias sociaux, où l'élimination des ordures et l'utilisation des ressources se produit de manière incorrecte, ainsi, en affectant directement l'environnement, il cause des dommages à la communauté elle-même, c'est le cas du pôle Wawi, par exemple, qui a changé d'emplacement en raison de la pollution de la rivière, sa principale source de nourriture.

Au vu de ces informations, on se demande : Qu'est-ce qui est nécessaire pour prévenir les changements dans la taille des problèmes, préserver l'environnement et accroître le développement social ?

Cela dit, afin d'obtenir des réponses, cet article vise à analyser les problèmes apportés par les relations socio-économiques et les impacts qu'elles ont sur l'environnement et les médias sociaux.

On s'attend à ce qu'il y ait une plus grande conscience sociale axée sur la préservation de l'environnement naturel, ainsi que l'exdisplay des idées pour l'amélioration de la qualité de vie de l'individu, puisque l'œuvre explique plusieurs formes de vie et ses relations avec l'environnement qui les entourent.

2. CONCEPT DE SOCIÉTÉ ET D'ENVIRONNEMENT

Lors de l'analyse des idées du penseur Karl Marx, la société est comprise comme toutes les relations humaines, d'accord ou non d'accord les uns avec les autres sur la discussion de leurs idées et idéaux. « Ce n'est pas la conscience de l'homme qui détermine son être, mais

c'est son être social qui détermine sa conscience » (MARX, 1974). Ainsi, la société est un regroupement de personnes ou d'individus vivant dans un espace délimité, possédant des croyances et des idéologies adaptables à l'environnement qui se trouvent, succédant à des pratiques communes à tous, déplacées à un degré plus ou moins élevé par leur propre conscience, suivant les règles qui existent pour le bon fonctionnement d'une majorité.

La morale, la religion, la métaphysique et toute autre idéologie, ainsi que les formes de conscience qui leur correspondent, perdent toute apparence d'autonomie. Il n'a pas d'histoire ou de développement; mais les hommes, en développant leur production matérielle et leurs relations matérielles, transforment, de leur réalité, aussi leur pensée et les produits de leur pensée. (MARX; ENGELS, 2008, p. 52)

Au fil du temps, la société subit des changements, en raison de sa dynamique, ses transformations peuvent être fondamentales ou significatives, affectant un tout, donc, certains groupes qui cherchent sa reconnaissance en elle surgissent, à la recherche d'améliorations personnelles, car ils sont exclus de tous les avantages déjà présentés à ce jour, de cette façon, l'inégalité sociale se pose.

La société peut alors être définie comme un complexe de relations sociales qui sont conditionnées à ce que et comment cette société produit les moyens matériels nécessaires à son existence. C'est la production d'êtres sociaux qui délimite ce que la conscience de ces êtres idéalisera. Les idées deviendront concrètes en exprimant intrinsèquement ce que l'être produit. De cette production découlent les contradictions entre les différentes formes de propriété (tribale, communale, féodale, capitaliste) et les techniques nécessaires à cette production. La lutte des classes exprime ces contradictions et est le moteur de l'histoire. (CHAUÍ, 2002).

Compte tenu du fait que le droit est né pour régir les normes sociales, son organisation est donnée par des règles qui visent à dominer le bien collectif, ainsi, tel qu'exposé dans le caput de l'article 5 de la Constitution fédérale:

Tous sont égaux devant la loi, sans distinction de quelque nature que ce soit,

garantissant aux Brésiliens et aux étrangers résidant dans le pays l'inviolabilité du droit à la vie, à la liberté, à l'égalité, à la sécurité et aux biens [...]

Les relations sociales doivent être guidées par l'exposition de divers problèmes, la loi garantit le droit à l'égalité, à la liberté et à la sécurité, sur la base du minimum nécessaire à la dignité humaine, mais elle ne se produit pas correctement au Brésil, un pays en développement, classé sous-développé depuis son émergence.

Selon une enquête réalisée le 7 novembre 2019 par l'IBGE (Institut brésilien de géographie et de statistique), coordonnée par André Simões, environ 13,5 millions de Brésiliens sont en dessous du seuil de pauvreté, avec de telles inégalités, il y a plusieurs problèmes, non seulement sociaux, tels que le manque d'eaux usées sanitaires, l'approvisionnement en eau, la collecte des ordures et des logements décents. , portant gravement sur la dignité humaine défendue dans la Constitution fédérale, ainsi que sur les problèmes environnementaux.

Le manque d'adéquation du logement entraîne d'intenses problèmes environnementaux, le manque de collecte adéquate des ordures et d'autres problèmes déjà mentionnés, polluant l'environnement propre causant plusieurs désordres écosystémiques. Cependant, ce n'est pas seulement la croissance désordonnée de la sphère sociale qui cause des problèmes environnementaux, le secteur industriel et le progrès économique apportent avec eux plusieurs impasses qui secouent les ressources naturelles, polluant l'air, les eaux et produisant une quantité importante d'ordures, entre autres adversités non mentionnées. Comme le montre le livre de Daniela Adamek:

Le droit de l'environnement est une branche autonome du droit public, par laquelle les règles (normes et principes) visant à la protection de l'environnement sont systématisées, afin d'assurer une qualité de vie saine aux personnes présentes et aux générations futures. (ADAMEK, 2020, p. 10)

Le souci de l'environnement est une nouvelle branche de la société, sa discussion primordiale a eu lieu en 1972, lors de la première Conférence environnementale à Stockholm, qui a réuni plus d'une centaine de dirigeants de différents pays, afin que les changements nécessaires dans les domaines socio-économiques du monde en développement puissent être discutés. C'est ce que traite la loi n° 6 938/81 de la Politique nationale de l'environnement, à l'article 2

:

La politique nationale de l'environnement vise à préserver, améliorer et rétablir la qualité de l'environnement propice à la vie, dans le but d'assurer, dans le pays, les conditions du développement socio-économique, les intérêts de la sécurité nationale et la protection de la dignité de la vie humaine [...]. (PNMA, 1981).

Ainsi, ce moment historique a divergé d'opinions, puisqu'une partie socialement déjà développée défendait la « croissance zéro », déclarant que les ressources naturelles du monde étaient délabrées, avec un besoin immédiat de les sauver pour leur conservation, et, en raison de leur situation économique, elles réaliseraient de tels actes sans nuire au mode de vie de leurs populations.

D'autre part, le groupe opposé a défendu la croissance économique à tout prix, y compris le Brésil, et ses déclarations étaient fondées sur l'idée que le développement économique visé était la principale nécessité, en raison de la situation de sous-développement de ses populations (qui se poursuit aujourd'hui), avec la justification qu'il serait économiquement lésé de manière irréversible, causant des dommages matériels extrêmes à l'État, cependant, , ne pas être conscient des impacts que le manque de soin pour l'ambiance causerait dans les sociétés futures, ce qui rendrait cette décision un autre problème à résoudre aujourd'hui.

3. ADAPTATION SOCIALE ET PROBLÈMES ENVIRONNEMENTAUX URBAINS

En raison des changements causés par l'augmentation de la population, les villes ont dû s'adapter et, même avec le grand développement des industries et des secteurs qui déplacent l'économie, le taux de pauvreté au Brésil augmente progressivement.

Au Brésil, un ménage sur dix a un rejet insuffisant des eaux usées sanitaires, ce qui entraîne le rejet de déchets dans la nature, que ce soit dans des fossés creusés dans le sol, des fossés, des rivières ou dans la mer.

Ce nombre équivaut à environ 9 millions de ménages à l'échelle nationale qui n'ont pas accès au réseau d'égouts et qui ont augmenté depuis 2016.

En un an, ce nombre a été multiplié par quatre, contre 2,2 millions en 2018, soit 3,1% du total des ménages interrogés, à 9 millions en 2019, soit 12,6% du total. Avant cela, en 2016, 2,8% des ménages ont déposé des déchets directement dans la nature, ce qui équivaut à 1,9 million de foyers. (IBGE, 2020)

En blessant l'article 5 de la Constitution fédérale en vigueur dans le pays, comme nous l'avons déjà mentionné, en étendant le problème à l'environnement, en blessant l'article 4 de la loi 6.938/81 (Politique nationale de l'environnement) qui établit la compatibleisation du développement économique avec la préservation de la qualité de l'environnement et de l'équilibre écologique, en vue d'améliorer la qualité de vie.

Le problème de l'élimination inappropriée des déchets urbains reste l'un des principaux problèmes écosystémiques dans ce domaine, en fait, il ya plusieurs problèmes environnementaux qui doivent être résolus dans les villes et les grands centres, cependant, lorsqu'il s'agit de l'assainissement de base et l'accumulation des ordures produites à grande échelle et éliminés de manière inappropriée, il est possible qu'il ya une résolution d'une partie importante des problèmes socio-environnementaux.

C'est ce que l'article 2, point I de la loi cité au paragraphe précédent: « L'action gouvernementale dans le maintien de l'équilibre écologique, considérant l'environnement comme un patrimoine public doit nécessairement être sécurisé et protégé, en vue d'une utilisation collective ».

La plupart des déchets urbains sont collectés pour élimination de trois manières principales utilisées par le gouvernement, qui sont: l'élimination dans les décharges ouvertes, qui génère une production élevée de boue, celui-ci a directement contaminé la nappe phréatique; l'incinération des déchets, qui génère une conséquence de l'acidité accrue de l'air, provoquant une augmentation des pluies acides, en raison de l'impact causé sur l'atmosphère; et, ayant comme meilleure option, parmi les trois sites d'enfouissement les plus utilisés, qui à leur tour ont tendance à ne pas avoir une décomposition élevée des déchets, ainsi, les ordures prend beaucoup plus de temps à décomposer.

Cependant, les lieux où se forment les lotissements inappropriés, loin des grands centres, à proximité des affluents, l'élimination des déchets et des déchets produits se mélangent à

l'eau qui est utilisée pour la consommation personnelle, car c'est l'option la plus viable de ces emplacements. . En raison d'une urbanisation incontrôlée, le détournement de l'eau est en augmentation, ainsi, selon une enquête menée par l'ANA (Agence nationale de l'eau et de l'assainissement de base), relâchée via l'IBGE, les déchets d'eaux traitées atteignent plus de 40% du total mis à disposition la population, c'est-à-dire qu'en plus du manque d'assainissement de base, les alternatives génèrent encore un gaspillage d'une grande partie de l'eau traitée.

4. INDUSTRIALISATION ET IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX

En ce qui concerne les impacts que les entreprises causent sur l'environnement, la pollution est très élevée, découlant de la large utilisation des ressources industrielles qui causent souvent des émanations des machines, de l'intensification de l'effet de serre et de l'augmentation de la production d'ordures puisque, plus la consommation est élevée, plus la production de polluants causée par ce facteur est élevée.

Toutefois, les entreprises doivent actuellement suivre certaines lois et normes afin qu'il y ait un bon fonctionnement de leurs productions, fondé au moins nécessaire pour atténuer les conséquences environnementales, tel qu'énoncé dans le seul paragraphe de l'article 5 de la loi 6.938/81, de la Politique nationale de l'environnement: « Les activités commerciales publiques ou privées seront menées conformément aux lignes directrices de la politique nationale de l'environnement ».

Selon le Conseil brésilien des entreprises pour le développement durable (CEBDS), une association civile fondée en 1997, basée sur ses idées à Rio 92 (Conférence des Nations Unies sur l'environnement, a eu lieu à Rio de Janeiro en 1992), travaillant avec le gouvernement et la société, visant à promouvoir le développement durable dans la vie quotidienne des entreprises, réunissant environ 60 grandes entreprises de renom , déplaçant environ 45% du produit intérieur brut (PIB), où ils emploient directement plus d'un million de personnes. Le Brésil, avec natura, atteint pendant deux années consécutives comme la deuxième entreprise la plus durable dans le monde et la première dans l'hémisphère sud, dans le classement Global 100, selon l'organisation canadienne Corporate Knights.

Avec les adaptations durables, la multinationale Louis Dreyfus Company (LDC), active dans plusieurs pays, ainsi qu'au Brésil, retourne ses projets de commercialisation durable de ses produits agricoles, ce qui expose une vision qui vise à minimiser les impacts environnementaux que l'industrie agricole apporte à la région où ils s'installent et explorent le sol.

Une autre disposition importante de cette entreprise est qu'en plus de ses préoccupations environnementales et durables, elle exige d'employer des employés de la région dans laquelle elle est installée, de créer des emplois et de déplacer l'indice de l'économie actuelle sur le site, contribuant ainsi à la croissance socio-économique du pays. Il expose sur son site brésilien:

Parce qu'il est situé dans certaines des zones agricoles les plus fertiles et productives du monde, le Brésil est une partie essentielle du marché agricole mondial. LDC opère dans les principaux produits agricoles du Brésil, provenant, traitant, stockant, transportant, researching, personnalisant et distribuant aux clients et aux consommateurs du monde entier. Avec les principales opérations dans le café, le coton, les céréales, les jus, les oléaampes, le riz et le sucre, nous sommes parmi les dix plus grands exportateurs au Brésil. Exploitant plus de 60 unités industrielles et logistiques dans le pays et employant environ 11 000 personnes, nos activités contribuent de manière significative au développement économique du pays. (LCD, 2019).

Ainsi, on en déduit que deux situations communes peuvent être atténuées au Brésil, car en plus des soins environnementaux et des préoccupations en tant que moyen qui nous entourent, le projet de travail vise à employer la population existe sur place, donc, en générant des emplois et en déplaçant l'économie, le taux de citoyens vivant en dessous du seuil de pauvreté change, provoquant un changement positif dans la vie de routine des Brésiliens, ainsi que le souci de développer l'économie de l'État lui-même.

5. ORGANISATION SOCIALE AUTOCHTONE, PARC XINGU

Les zones indigènes sont protégées au niveau national, et leur défense présentée pour la

première fois par l'ingénieur André Rebouças, en 1876, qui a fondé ses idées sur l'émergence d'unités de conservation aux États-Unis d'Amérique, en 1872, étant le précurseur de la création de parcs nationaux au Brésil, et depuis lors, l'investissement du gouvernement pour la protection de ces zones continue de croître, ainsi que la création d'organes, de lois et de règlements propres pour améliorer la qualité de vie de ces peuples. Exposé sur le site web du Système intégré de gestion des ressources humaines de l'État de São Paulo, dit:

Les unités de conservation sont classées en différentes catégories de gestion, avec différents niveaux de restriction environnementale. En général, la classification des CU varie en fonction de leur contexte institutionnel, du niveau national au niveau municipal. À titre d'exemple, ceux existant à l'intérieur de São Paulo sont mentionnés, à savoir: les parcs nationaux et d'État, les stations écologiques, les zones de protection de l'environnement, les réserves biologiques, les zones d'intérêt écologique pertinent, les forêts nationales, les zones sous protection spéciale, les zones écologiques. parcs, zones naturelles classées, terres indigènes, stations écologiques, réserves écologiques, réserves extractives et réserves de biosphère. (italiques ajoutés) (GOVERNO DO ESTADO DE SÃO PAULO, 2019)

Compte tenu du fait que les terres indigènes ne sont pas prédominance seulement dans l'État de São Paulo, le parc indigène Xingu est situé dans le centre-ouest du Brésil, et la Constitution de l'État assure les communautés autochtones, dans leur propre portée, la protection et les soins de santé fournis par le Gouvernement de l'État, ainsi que impose à la coopération de l'État avec l'Union dans la compétence qui lui est assignée, dans la protection des biens des Indiens, dans la reconnaissance de leurs droits originaux sur les terres qu'ils occupent traditionnellement et en ce qui concerne leur organisation sociale, leurs usages, coutumes, langues et traditions (caput et §2º, de l'art. 261, de la Constitution d'État de l'État de Mato Grosso), ayant comme lieu de préservation environnementale et culturelle le parc Xingu que lorsqu'il s'agit de l'organisation sanitaire des habitants, est basé sur l'ordonnance n° 1801 du 9 novembre 2015 du Ministère de la Santé, ainsi que celle qui décrit ses articles :

Art. 1º Cette ordonnance définit les sous-types d'établissements de santé autochtones et établit les lignes directrices pour l'élaboration de leurs projets

architecturaux, dans le cadre du Sous-système des soins de santé autochtones (SASISUS).

Art. 2º SASISUS est composé des sous-types suivants d'établissements de santé autochtones :

I – District sanitaire indigène spécial (DSEI);

II – Pôle de base (PB);

III – Basic Indigenous Health Unit (UBSI); et

IV – Maison de la santé autochtone (CASAI).

Art. 3º Le DSEI sont des espaces territoriaux, ethnoculturels et de population, où vivent les peuples autochtones et où des actions de santé de base et d'assainissement de base sont développées, dans le respect des connaissances et des pratiques traditionnelles en matière de santé autochtones, par l'organisation du réseau complet de soins, hiérarchique et articulé avec le Système de santé unifié (SUS), au sein d'une zone géographique donnée sous sa responsabilité, et peut couvrir plus d'une municipalité et/ou un État.

Un seul paragraphe. Le chef d'état-major du DSEI est l'unité de coordination des actions de soins de santé des peuples autochtones, qui développe également l'assainissement de base, la gestion, le soutien technique et le soutien au contrôle social visant à l'intégralité de la santé des peuples autochtones.

Art. 4º Le CP sont des subdivisions territoriales de la DSEI, qui sont à la base des Équipes multidisciplinaires de la santé autochtone (EMSI) pour organiser techniquement/administrativement les soins de santé d'une population indigène attachée, étant la première référence pour les agents de santé et d'assainissement autochtones qui travaillent dans les villages, et leur siège social peut être situé dans un village indigène ou dans une zone urbaine de la municipalité.

§ 1 – Le Pôle de base de type I (PB-I), situé dans un village, est l'unité destinée simultanément à l'administration et à l'organisation des services de santé et d'assainissement autochtones, ainsi qu'à l'exécution directe de ces services dans la zone couverte par le pôle de base, définie sur le territoire de la DSEL. (MINISTÉRIO DA SAÚDE, 2015)

Selon un rapport du District sanitaire indigène, publié par la direction sanitaire de base du site en 2018, l'extension territoriale du parc indigène Xingu s'est élevée à 2 797 491 hectares et 27 974 km²; contenant 112 villages (croissance dynamique), qui sont divisés en quatre régions: Pôle Base Leonardo (municipalité de Gaúcha do Norte), Pôle Base Pavuru (municipalité de Feliz Natal), Pôle Base Diauarum (municipalité de São Félix do Araguaia) et Pôle Base Wawi (situé dans la terre indigène Wawi, municipalité de Querência).

Les 16 groupes ethniques qui habitent le parc sont: Aweti, Ikpeng, Kaiabi, Kalapalo, Kamaiurá, Kĩsêdjê, Kuikuro, Matipu, Mehinako, Nahukuá, Naruvotu, Wauja, Tapayuna, Trumai, Yudja, Yawalapiti. En plus de la division démographique et des ethnies trouvées dans le parc, la division est basée sur la langue qu'ils parlent, à savoir: Kamaiurá et Kaiabi (famille Tupi-Guarani, tronc Tupí); Yudja (famille Juruna, tronc Tupí); Aweti (famille Aweti, tronc Tupi); Mehinako, Wauja et Yawalapiti (famille Aruák); Kalapalo, Ikpeng, Kuikuro, Matipu, Nahukwá et Naruvotu (famille Karíb); Kĩsêdjê et Tapayuna (famille Jê, tronc Macro-Jê); et Trumai (langue isolée).

Ainsi, autour du parc indigène Xingu se trouvent les neuf municipalités de Querência, Canarana, Gaúcha do Norte, Paranatinga, Nova Ubiratã, Feliz Natal, Marcelândia, São José do Xingu et São Félix do Araguaia, tous situés au nord-ouest de l'État du Mato Grosso, ainsi que le parc Xingu lui-même, et quand il est directement le pôle Wawi, il est situé sur la rive de la rivière Suyá-Migu, dans la municipalité de Querência-MT, à l'est de la réserve de Xingu, où prédomine le Kĩsêdjê (Suya).

Il est de la responsabilité de FUNAI d'établir et de mettre en œuvre la politique indigène au Brésil, comprenant ainsi la supervision de l'entrée des personnes dans les terres autochtones. Dans ce contexte, en ce qui concerne l'exercice du pouvoir de la police est d'exercer le pouvoir de la police, la FUNAI est chargée de demander la coopération nécessaire aux organismes de sécurité publique, conformément au précepte de l'instruction

normative nº 005 :

Art. 5. Funai peut demander aux agences de sécurité publique, en particulier la police fédérale, les forces armées et auxiliaires, la coopération nécessaire pour protéger les communautés autochtones, leur intégrité physique et morale et leur patrimoine, lorsque les activités nécessaires à cette protection sont propres à la compétence des organismes de sécurité publique. (FUNDAÇÃO NACIONAL DO ÍNDIO, 2006)

En ce qui concerne l'Union, il est souligné que la Constitution stipule l'obligation de la Constitution d'assurer la protection des terres et des droits des Indiens au Brésil (art. 215, § 1 et 231 des CF). Le syndicat est chargé de superviser/contrôler l'exécution satisfaisante des fonctions de la FUNAI (qui assure un service public décentralisé).

5.1 RELATIONS SOCIO-ENVIRONNEMENTALES ET CHANGEMENTS DANS LA BASE WAWI POLO

Traitant spécifiquement du Wawi Base Polo, il abrite actuellement 607 personnes, situées dans l'est du Xingu, qui ont subi plusieurs changements qui ont été racontés dans un entretien téléphonique par Winti Suya, chef de la coordination technique locale de Wawi à Funai:

Bonjour, un plaisir que vous avez le contact avec moi pour raconter un peu de l'histoire de ce changement du peuple de Kĩsêdjê à une localité. Parler de changement; pendant la période historique après avoir contacté le peuple Kĩsêdjê, nous avons vécu pendant 40 ans, après beaucoup de lutte, nous avons atteint la démarcation, grande réalisation pour le peuple et pour le Cacique, nous avons obtenu le territoire Wawi dans la municipalité de Querência, Mato Grosso.

En 2000, il y a eu le déménagement au Polo Wawi, le Cacique dit toujours qu'il a grandi dans cette localité où c'était le village de son enfance, un honneur de revenir à l'installation originale... (SUYÁ, 2020)

Winti a rapporté dans une interview que les gens ont obtenu plusieurs installations structurelles, ainsi que des points de soutien pour la santé, l'éducation et le travail, aidés par

les organismes qui s'occupent directement du bien-être et de la santé des autochtones, à savoir la National Indian Foundation (Funai), Special District de santé autochtone (Dsei Xingu) et Instituto Socioambiental (ISA). Ainsi, le lieu habité disposait des installations nécessaires à la gestion de projets communautaires, visant à l'économie de circulation de ce peuple, qui repose sur la production d'huile de pequi, de farine et d'extraction de miel, qui sont cependant totalement biologiques avec au fil du temps, en raison de la monoculture du soja dans les fermes de la région, les plantations se sont approchées des démarcations, avec des problèmes de déforestation dans les limites établies.

Il a assuré dans une interview que la communauté et Cacique ont senti les changements résultant des actions menées sur les terres agricoles, puisque la localité pourrait avoir des problèmes futurs, en raison de la déforestation de la limite qui affectait la chasse, et l'utilisation de pesticides par l'air qui a affecté la rivière, ainsi que le sol et a enlevé la tranquillité de la communauté avec le taux élevé de pollution sonore.

Avec les changements de végétation, le changement climatique a commencé dans la région, néanmoins, le manque de forêt fermée a causé des difficultés à surgir lors de la chasse, étant l'une des principales sources de nourriture, ainsi que la pêche qui a souffert de la contamination de la rivière et les plantations qui y ont été effectuées, a donc commencé à chercher de la nourriture dans les forêts loin de la communauté, même dans des environnements préservés dans les fermes situées à proximité du lieu d'habitation de la communauté vivante du village.

Le site dont l'ancien village était situé a souffert de l'invasion des agriculteurs, qui ont utilisé la terre pour l'implantation de pâturages et l'élevage de bétail sur le site. dit:

Une très grande difficulté pour les gens et même l'endroit qui était le vieux village a été envahi par les agriculteurs qui ont été compactés par l'élevage du bétail, la terre était difficile et il n'y avait que de l'herbe où le village était, nous avons essayé de produire, mais tout le temps nous avons dû nous battre pour lutter contre l'herbe à bétail qui a affecté la production. (SUYÁ, 2020)

En ce qui concerne la contamination, Winti a mentionné que la population commençait à tomber malade fréquemment :

Beaucoup de maladies comme la grippe, qui ont toujours à cause de la fumée et de la poussière, la grippe sans tête, la fièvre, les maux de tête, les gens ont des démangeaisons dans le corps et nous avons commencé à sentir et à observer que peut-être nous sommes très sur le bord à côté de la plantation de soja et nous avons donc commencé à avoir ces problèmes. (SUYÁ, 2020)

Il a également indiqué que c'était la principale raison du changement de la communauté, car au fil du temps, la situation s'aggravait, c'est alors qu'ils ont décidé pour le changement définitif:

Le changement s'est produit parce que nous avons besoin de changer, la vie, les gens et la santé de la population est plus prioritaire, il n'y a pas de structure matérielle ou physique du travail plus grande que l'être humain, nous pouvons nous battre pour être en mesure de construire à nouveau les structures, aider à travailler et si le peuple Kĩsêdjê a décidé de changer et aujourd'hui nous vivons la tranquillité, c'est très bon... (SUYÁ, 2020)

Ainsi, il fait valoir que la santé et la qualité de vie de son peuple est la priorité dans sa lutte qui est axée sur la construction de nouvelles structures dans cette nouvelle phase de la vie du pôle Wawi, indiquant que les changements ne se sont produits que pour le bien de la population et que progressivement, avec l'aide des organes responsables, le Pôle aura à nouveau toutes les caractéristiques pour répondre aux besoins du lieu.

Il a conclu l'interview en disant qu'ils sont maintenant heureux dans ce nouvel endroit et que rien n'est plus important que la sécurité de ses habitants, de sorte que le pôle Wawi est devenu un endroit sûr, de paix, qui apporte le bonheur et une nouvelle occasion de développement de cette société qui s'est formée, en plus d'être en mesure de produire ses produits biologiques pour la commercialisation et la consommation de ses propres.

6. CRIMES ENVIRONNEMENTAUX ET CONSÉQUENCES SOCIALES

En ce qui concerne la protection de l'environnement, la Constitution fédérale décrit :

Tous ont droit à un environnement écologiquement équilibré, bien d'une

utilisation commune du peuple et essentiel à une qualité de vie saine, imposant à la puissance publique et à la collectivité le devoir de la défendre et de la préserver pour les générations présentes et futures. (BRASIL, 1988)

Ainsi, comme indiqué dans l'article ci-dessus, le droit à un environnement écologiquement équilibré est fondamental pour tous, étant diffus et d'usage commun à la collectivité, essentiel pour que chacun puisse jouir du minimum nécessaire à la qualité de vie, indispensable à la dignité de la vie humaine. Ainsi, le gouvernement et la communauté ont le devoir de défendre l'environnement et de le préserver :

§ 1 – Afin d'assurer l'efficacité de ce droit, il incombe aux pouvoirs publics de :

I – préserver et restaurer les processus écologiques essentiels et assurer la gestion écologique des espèces et des écosystèmes;

II – préserver la diversité et l'intégrité du patrimoine génétique du pays et superviser les entités dédiées à la recherche et à la manipulation du matériel génétique;

III – définir, dans toutes les unités de la Fédération, les espaces territoriaux et leurs composantes à protéger spécialement, et la modification et la suppression autorisées uniquement par la loi, interdire toute utilisation qui compromet l'intégrité des attributs qui justifient leur protection;

IV – exiger, sous la forme de la loi, l'installation de travaux ou d'activités susceptibles de causer une dégradation significative de l'environnement, une étude préalable de l'impact environnemental, à laquelle la publicité aura lieu;

V – contrôler la production, la commercialisation et l'utilisation de techniques, de méthodes et de substances qui sont en danger pour la vie, la qualité de vie et l'environnement;

VI – promouvoir l'éducation à l'environnement à tous les niveaux d'éducation et la sensibilisation du public à la préservation de l'environnement;

VII – protéger la faune et la flore, scellées, sous la forme de la loi, des pratiques qui mettent en danger leur fonction écologique, provoquent l'extinction d'espèces ou soumettent les animaux à la cruauté. (BRASIL, 1988)

En ce qui concerne les crimes environnementaux, décrits dans la loi n° 9 605 du 12 février 1998, ainsi que leur classification, ils sont divisés en plusieurs catégories, qui peuvent être contre la faune, la flore, en raison de la pollution, de l'urbanisme et du patrimoine culturel ou résultant de l'administration publique, affectant directement ou indirectement la société, dans le changement climatique, les inversions thermiques, les pluies acides, les noyaux chauffants et même dans la sphère sociale, lorsqu'ils sont issus d'occupations désordonnées.

On peut dire que les problèmes de pollution, ainsi que toutes les autres formes criminelles, sont non seulement responsables devant les pouvoirs publics, en étant le principal responsable, mais aussi pour la communauté, qui à son tour peut entrer par des actions populaires et des dénonciations, aidant à la prise en charge du bien collectif.

Parmi tous les types de pollution existants, la pollution de l'air a pris de l'importance, comme l'ont décrit les étudiants en médecine dans un article publié par la Faculté de médecine de l'Université fédérale du Minas Gerais (UFMG):

[...] responsables de divers effets sur la santé humaine, qui sont exprimés de diverses façons et entraînent une augmentation de la morbidité et/ou de la mortalité due à de nombreuses maladies. La pollution de l'air provient principalement de la combustion de combustibles fossiles et, en particulier dans les grandes villes, provient de l'émission quotidienne de tonnes de substances solides et gazeux provenant d'industries et de véhicules. Avec l'industrialisation croissante et, surtout, avec l'augmentation du nombre de véhicules en circulation au cours des dernières décennies, le problème tend à s'aggraver si des mesures ne sont pas prises pour réduire cette agression. (FERNANDES et al., 2010)

Depuis la révolution industrielle, l'effet de serre s'est intensifié et les problèmes qu'elle en cause continuent d'augmenter, cependant, les problèmes environnementaux ne sont pas guidés uniquement par cette raison, comme déjà mentionné, l'augmentation de la consommation entraîne une plus grande production d'ordures qui sont éliminées à plusieurs

reprises indûment dans l'environnement, ou dans des endroits qui n'ont pas de structures adéquates pour résoudre ce problème.

La pollution est présente dans toutes les sociétés existantes, des plus développées technologiquement, ainsi que dans les sociétés plus lointaines, qui à leur tour, par l'émission de produits pour la culture du sol, affectent directement la faune et la flore, pour cette raison, l'existence de normes et de décrets pour l'utilisation des moyens, exigeant dans les deux cas de respecter les normes et les lois, ainsi que d'avoir une surveillance stricte afin que les paramètres de soins ne subissent pas de changements indus et ceux-ci ne commettent pas de crimes environnementaux, car ils cherchent à produire pour l'augmentation de leur économie, en coopérant pour le mouvement de l'économie locale, tel que décrit par la loi 9.605/98:

Art. 54. Causer une pollution de toute nature à des niveaux qui entraînent ou peuvent causer des dommages à la santé humaine, ou qui causent la mort d'animaux ou la destruction importante de la flore:

Peine - emprisonnement, de un à quatre ans, et amende. (LEI DE CRIMES AMBIENTAIS , 1998?)

Ainsi, il est observé que la façon inadéquate d'utiliser l'espace naturel, en plus de l'endommager et de nuire à son existence, affecte directement la qualité souhaitée pour la santé humaine et son mode de vie.

7. CONCLUSION

Basé sur les raisons présentées à travers les thèmes explicites, cet article vise à montrer les problèmes environnementaux causés par l'urbanisation et son développement.

Les problèmes mentionnés existeront toujours, c'est à la société vivante dans la portée affectée et à ses dirigeants de chercher des moyens de les résoudre, d'adoucir les conséquences et de cultiver l'environnement, d'utiliser correctement ces ressources, de respecter et de se conformer aux lois et normes établies pour des exploits analogues à l'idée de préservation.

Le Brésil a des entreprises qui cherchent des moyens innovants de développement, en suivant leurs codes de planification éthique visant à une plus grande durabilité. Ainsi, en plus du souci de préservation de l'environnement, la plupart d'entre eux cherchent à employer des personnes vivant dans le contexte dans lequel l'entreprise est, et donc, en générant des emplois, il contribue à l'augmentation de la croissance économique du lieu.

La société, avec le gouvernement qui le gouverne, doit viser et hiérarchiser le bien-être de l'ensemble, comme cela s'est produit dans les terres indigènes du pôle de base de Wawi, car malgré toutes les souffrances et l'usure d'un changement significatif, la nécessité du bien commun a prévalu pour une telle décision.

Il est nécessaire d'assurer une surveillance étendue des agences compétentes et la sensibilisation de la population et des entrepreneurs, qui cherchent à créer des entreprises et à contribuer à la circulation des capitaux dans le pays, cependant, il est nécessaire qu'ils veillent à ce que les crimes environnementaux ne se produisent pas, de sorte que leur façon de travailler doit être façonnée dans le souci de garantir le capital conformément aux lois qui cherchent à protéger l'environnement naturel.

Par conséquent, le gouvernement, en s'inquiétant des parties sociales qui vivent de façon précaire, en investissant dans la qualité de vie, en mettant en œuvre le minimum pour l'existence de la dignité humaine, en fournissant des installations sanitaires de base et en coopérant à la croissance saine de la population, parviendra à résoudre certains problèmes socio-environnementaux, considérant que la collectivité et le bien commun font partie de la société. , également inclus dans l'environnement dans lequel nous essayons de nous développer d'une manière durable, meilleure et plus humanisée.

RÉFÉRENCES

ADAMEK, Daniela. Direito Ambiental: coleção carreiras jurídicas. 1. ed. Brasília: CP Iuris, 2020. 110 p. v. unico. ISBN 978-85-5805-011-1. p. 10.

BRASIL. [Constituição (1988)]. Da Ordem Social: Do Meio Ambiente. Planalto: [s. n.], 1988. Disponível em: http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/constituicao/constituicao.htm. Acesso em: 18 set. 2020.

BRASIL. Lei nº 9605, de 12 de fevereiro de 1998. Dispõe sobre as sanções penais e administrativas derivadas de condutas e atividades lesivas ao meio ambiente, e dá outras providências. Lei de Crimes Ambientais : Da Poluição e outros Crimes Ambientais, DOU, 1998.

CHAUÍ, Marilena. Convite à Filosofia. São Paulo, Ed. Ática, 2002.

FERNANDES, Juliana Santana; CARVALHO, Afrânio Martins de; CAMPOS, Júlia Faria; COSTA, Leandro de Oliveira. Poluição atmosférica e efeitos respiratórios, cardiovasculares e reprodutivos na saúde humana. ARTIGO DE REVISÃO, Belo Horizonte, MG, 2010.

FUNDAÇÃO NACIONAL DO ÍNDIO. Instituição Normativa nº 5, de 27 de outubro de 2006. Dispõe sobre a competência da FUNAI para exercer o poder de polícia na defesa e proteção dos índios e suas comunidades e dá outras providências. DOU, 31 out. 2006.

GOVERNO DO ESTADO DE SÃO PAULO (São Paulo). Sistema Integrado de Gerenciamento de Recursos Hídricos. Áreas protegidas por lei: áreas de proteção ambiental (APAs). In: Áreas protegidas por lei: áreas de proteção ambiental (APAs). São Paulo: SigRH, 30 jul. 2019. Disponível em: http://www.sigrh.sp.gov.br/public/uploads/documents/6997/areas_protegidas_por_lei.html. Acesso em: 16 set. 2020.

IBGE (Brasil). Diário do Nordeste. IBGE: Por falta de saneamento básico, um em cada dez domicílios no Brasil joga esgoto na natureza. In: IBGE: Por falta de saneamento básico, um em cada dez domicílios no Brasil joga esgoto na natureza. Portal saneamento basico, 7 maio 2020. Disponível em: <https://www.saneamentobasico.com.br/ibge-por-falta-de-saneamento-basico-um-em-cada-dez-domicilios-no-brasil-joga-esgoto-na-natureza/>. Acesso em: 9 nov. 2020.

IBGE (Brasil). PNSB 2017: Abastecimento de água atinge 99,6% dos municípios, mas esgoto chega a apenas 60,3%. In: PNSB 2017: Abastecimento de água atinge 99,6% dos municípios, mas esgoto chega a apenas 60,3%. Site ibge, 22 jul. 2020. Disponível em: <https://agenciadenoticias.ibge.gov.br/agencia-sala-de-imprensa/2013-agencia-de-noticias/releases/28324-pnsb-2017-abastecimento-de-agua-atinge-99-6-dos-municipios-mas-esgoto-chega-a-apenas-60-3>. Acesso em: 27 out. 2020.

LOUIS DREYFUS COMPANY (Brasil). LDC no Brasil: nossas operações. *In*: Nossas operações . [S. l.], 2019. Disponível em: <https://www.ldc.com/br/pt/quem-somos/ldc-no-brasil/>. Acesso em: 8 out. 2020.

MARX, Karl; ENGELS, Friedrich. A Ideologia Alemã. São Paulo, Ed. Martin Claret, 2008.

MARX, Karl. O Capital – Volume 1. São Paulo, Civilização Brasileira, 2000.

MINISTÉRIO DA SAÚDE. Portaria nº 1801, de 9 de novembro de 2015. Define os Subtipos de Estabelecimentos de Saúde Indígena e estabelece as diretrizes para elaboração de seus projetos arquitetônicos, no âmbito do Subsistema de Atenção à Saúde Indígena (SASISUS). Ministério da Saúde, 9 nov. 2015. Disponível em: http://bvsms.saude.gov.br/bvs/saudelegis/gm/2015/prt1801_09_11_2015.html. Acesso em: 24 set. 2020.

MIRANDA, Maria Dulce (ed.). Poluição pode causar doenças respiratórias: Falta de ar, chiado no peito e tosse constante são alguns sintomas. Saiba como se prevenir. *In*: PECHIM, Lethicia. Poluição pode causar doenças respiratórias: Falta de ar, chiado no peito e tosse constante são alguns sintomas. Saiba como se prevenir. Centro de Comunicação Social da Faculdade de Medicina da UFMG, 5 maio 2020. Disponível em: <https://www.medicina.ufmg.br/poluicao-pode-causar-doencas-respiratorias/>. Acesso em: 3 nov. 2020.

REVISTA MÉDICA (Minas Gerais). Poluição atmosférica e efeitos respiratórios, cardiovasculares e reprodutivos na saúde humana. ARTIGOS DE REVISÃO, Belo Horizonte, MG, v. 20.1, p. 1-1, 19 ago. 2009. Disponível em: <http://rmmg.org/artigo/detalhes/387>. Acesso em: 9 nov. 2020.

SIMÕES, André. Síntese de Indicadores Sociais. *In*: NERY, Carmen. Extrema pobreza atinge 13,5 milhões de pessoas e chega ao maior nível em 7 anos. Agência de Notícias IBGE, 6 nov. 2019. Disponível em: <https://agenciadenoticias.ibge.gov.br/agencia-noticias/2012-agencia-de-noticias/noticias/25882-extrema-pobreza-atinge-13-5-milhoes-de-pessoas-e-chega-ao-maior-nivel-em-7-anos>. Acesso em: 18 set. 2020.

SENADO FEDERAL (Brasil). Direito Ambiental. [S. /.] : Secretaria de Editoração e Publicações, 2015. 160 p.

SUYÁ, Winti. Entrevista concedida a Beatriz Cardoso Bueno. Canarana, 28 out. 2020.

^[1] Faculté de droit académique.

^[2] Conseiller d'orientation. Maîtrise en enseignement.

Soumis : Janvier 2021.

Approuvé : Avril 2021.